



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

01-07-2017

Comité National du

01-07-2017,

Rapport introductif

Chers (es) Camarades,

La seule alternative du capitalisme est de faire payer sa crise aux peuples. Il doit frapper encore plus fort, plus vite, en poursuivant et aggravant la politique des gouvernements à sa solde. L'alternance des partis sociaux démocrates et droite a permis au capital d'imposer une politique répondant à ses seuls besoins et exigences.

Ainsi Sarkozy et Hollande, l'un renforçant une politique d'austérité, de casse de l'industrie, de l'emploi, des acquis sociaux, politique poursuivie par l'autre avec autant de zèle au service de ses mentors. Les deux usés et rejetés par la population il s'avérerait urgent et nécessaire pour le capital de trouver une relève "présentable" et quelque peu différente dans la forme.

Disposant de tous les leviers de commande et des outils

nécessaires comme les médias, le capital a lancé Macron qui était à ce moment là ministre de l'économie dans le gouvernement socialiste de Valls. Nous verrons plus loin d'où il vient et où il a fait son apprentissage de valet du capital.

Ce tour de passe passe était une nécessité impérative pour le capital tentant de répondre à un mécontentement profond et grandissant tout en poursuivant sa politique.

La composition sociologique des élus et dirigeants d'En Marche est éclairante et nul doute qu'ils s'appliqueront avec zèle à remplir la feuille de route contenue dans le programme de Macron. Aucun ouvrier mais des professions libérales, des créateurs d'entreprise et des politiques "reconvertis" du PS et de la droite. C'est en fait un échantillon de la bourgeoisie qui défendra avant tout ses intérêts et obéira aux ordres. Socialistes ou de droite, ils sont dans le camp du capital car avec eux Macron a une tâche à remplir. Il doit faire vite non seulement parce que la période des congés est propice mais c'est surtout sur le fond qu'il doit agir rapidement pour placer au mieux les multinationales françaises dans la concurrence mondiale qui s'exacerbe. Une concurrence économique, politique et militaire qui s'accélère. Il est en place pour ça et son parcours politico-financier, son "carnet d'adresses" n'est pas un souci pour le capital, c'est une garantie. Car avec Macron et Philippe ce sont les Fillon, Fabius, Attali et bien d'autres hommes politiques, journalistes et dirigeants des grandes entreprises qui se retrouvent pour élaborer et mettre en place les instruments du pouvoir et les grandes décisions visant à préserver les intérêts du capital. Quelques exemples précis :

- Attali qui au début du septennat de Sarkozy élaborait un programme de 325 mesures qui ont été discutées dans une commission où Macron était rapporteur adjoint et les mesures ont été mises en place pendant les deux quinquennats.

- De Castries, président d'Axa a aussi été président de l'institut Montaigne. Il est encore président du comité de direction du groupe Bilderberg depuis 2012. Il est de la même promotion de l'ENA que Hollande, De Villepin etc...

Ni de droite ni de gauche, les deux, et au service du capital le mouvement En Marche a été hébergé à sa création au domicile particulier de l'actuel directeur de l'institut Montaigne, Laurent Bigorgne, proche de l'ultra droite libérale.

Macron c'est le produit de la finance avec son passage chez

Rotschild, puis secrétaire général adjoint de la présidence de Hollande, il a participé au groupe Bilderberg en 2014, deux mois avant d'être nommé ministre de l'économie. Le groupe Bilderberg auquel a aussi participé Edouard Philippe en 2016 en même temps que Fabius. Philippe après un passage au PS dans sa jeunesse a rejoint la droite en 2002.

Le groupe Bilderberg, créé en 1954 par le Prince Bernhard des Pays-Bas et Rockefeller, comprend des économistes, des hommes politiques, des chefs d'entreprises des hommes des médias, ou encore, issus de l'armée et des services secrets essentiellement américains et Européens. Il est très puissant, se mêle de l'économie, des fluctuations boursières, des alternances politiques dans tous les pays. Ils se réunissent et décident à quelques-uns de la vie et de l'avenir des 7 milliards d'êtres humains. Ils se définissent d'ailleurs comme les "maîtres du monde". Ce qu'ils sont réellement.

Le niveau des enjeux est donc à la hauteur du programme que doit appliquer Macron. Ses premières mesures contenues dans ce programme sont significatives de la volonté du pouvoir. Volonté de passer, au besoin en force, à coup de décrets et d'ordonnances avec en toile de fond le maintien de l'état d'urgence pour mieux contrôler et réprimer le mouvement social. Ce mouvement social, ils le craignent car c'est effectivement le seul élément qui peut faire reculer le pouvoir. L'abstention massive et majoritaire aux élections, l'ampleur et le nombre de luttes dans tous les secteurs, même

2 en période électorale, témoigne donc du mécontentement voire de la colère qui couve et qui peut s'exprimer à tout moment. Nous y reviendrons.

Ces premières mesures nous les connaissons, notre dernier tract en cours de diffusion les résume bien :

- démolition du code du travail
- suppression des cotisations sociales des entreprises et augmentation de la CSG en particulier des retraités après le gel de leurs pensions depuis 5 ans
- baisse des allocations chômage et prud'homales
- suppression de 120 000 emplois dans les services publics justifiée par le maintien des 3 % du déficit public
- casse du statut de la fonction publique

- sélection à tous les niveaux dans l'éducation nationale
- réduction de 60 milliards d'euros des dépenses sociales et publiques dans le budget 2018 (il est prévu d'économiser 4 milliards d'euros sur la santé en 2018)
- restriction des libertés démocratiques sous couvert d'une énième loi anti terroriste
- renforcement de l'Europe capitaliste, notamment avec la mise en place d'une défense européenne intégrée.

Ces projets de mesures, les français les rejettent. Un sondage paru cette semaine révèle que «La réforme du Code du travail engagée par le gouvernement inquiète une majorité de Français (61%), lesquels s'opposent par ailleurs à l'utilisation des ordonnances pour légiférer». Cette opposition est un socle pour construire la lutte.

Au sujet de l'Europe on a pu noter l'empressement de Macron à se précipiter chez Merkel le lendemain de son élection. Une prise de contact qui ressemble furieusement à une prise de consignes. Cela devient même une évidence au lendemain du conseil de l'Europe de la semaine dernière où Macron a réaffirmé son allégeance à l'Allemagne de Merkel en évoquant le rôle dirigeant et dominant de l'Allemagne et de la France dans l'Europe du capital.

Allégeance politique, économique et militaire avec la création d'une armée européenne à l'ordre du jour. Macron et Merkel en font une priorité. L'augmentation des budgets militaires pour les porter à 2 % du PIB le confirme. L'Europe, puissance économique se positionne face à la concurrence des impérialismes qui s'exacerbent.

Macron après avoir vu et revu Merkel va rencontrer à nouveau Trump après le G20 et le G7 qui se sont déroulés il y a un mois. Trump va être reçu avec tous les honneurs le 14 juillet pour assister au défilé militaire. Mais plus que le symbole militaire c'est sur le fond que seront abordées les politiques et les manœuvres du capital à mettre en œuvre dans les différentes parties du monde. Syrie, Irak, Palestine, Israël, la Corée, l'Ukraine sont les points les plus chauds où les USA et leurs alliés veulent conserver leur hégémonie. C'est le cas aussi avec le Venezuela et plus largement en Amérique du Sud où les USA veulent reprendre le contrôle de ce continent qu'ils considèrent comme leur pré carré. La paix va continuer à être mise à rude épreuve avec ces deux nouveaux

protagonistes que sont Trump et Macron.

Les ordres pris, Macron recadré par Trump et à Berlin sur divers sujets non évoqués par la presse, doit prendre en compte les consignes du MEDEF données par Gattaz qui lui exprime sa pensée dans les Echos : « réinventer le capitalisme à la française », c'est le titre de son article. D'abord, pour lui, le « ni à gauche ni à droite a un avantage indéniable, celui d'avoir fait voler en éclat les dogmes et les postures ». Il continue : « notre ambition commune doit être de réinventer le capitalisme à la française, un capital qui soit libéral, humain, et environnemental ». Plus loin il ajoute « Nous devons réaffirmer la dimension sociale de l'entreprise dans sa conception humaine et dans la nécessité de se préoccuper des hommes et des femmes, de leur épanouissement, plutôt que de l'accumulation des droits sociaux ».

Ensuite, sous-titre : « les organisations syndicales devront renoncer aux subventions » et dans ce paragraphe, il évoque « le nécessaire questionnement sur le financement des partenaires sociaux et du paritarisme pour évoluer vers un syndicalisme patronal et syndical d'adhésion et de services ».

Bref un plaidoyer pour le capitalisme triomphant et la collaboration de classe.

3 Mais Gattaz et ses comparses n'ont pas de souci à se faire avec Macron qui avait pris les devants en déclarant au salon des nouvelles technologies le 15 juin « un entrepreneur qui s'enrichit fait réussir son pays »... plus loin « pour cela il faut baisser les impôts sur les sociétés, les charges salariales et patronales. Il faut non plus protéger des emplois qui sont des emplois d'hier mais davantage protéger des individus ».

A propos de l'avenir des emplois, la ministre du travail Pénicaud, qui ne veut pas communiquer sur les 22000 suppressions d'emplois au mois de mai, met en avant dans ses projets les contrats de chantier. Des contrats de travail qui sont liés à la durée d'un projet et de sa réalisation. Bref, c'est la mort du CDI agonisant puisque aujourd'hui 80 % des contrats de travail sont des CDD.

Chaque jour amène son lot de précisions sur les mesures et leur mise en œuvre. Lundi c'est la réunion du congrès, (députés et sénateurs réunis à Versailles). Mardi ce sera le discours de politique

générale à l'assemblée nationale par Philippe. Cette hâte marquée par quelques couacs politiques montre aussi la crainte du mouvement social.

Les mesures antisociales vont avoir de terribles conséquences pour le peuple et particulièrement pour les plus fragiles. L'exemple de la Grèce est éclairant sur le sujet. Il faut aussi avoir en mémoire la situation sociale dans notre pays, 7 millions de chômeurs, plus de 8 millions de pauvres, plusieurs millions de travailleurs précaires. Ajoutons la casse de notre industrie, de notre appareil productif, la casse de notre système de santé, d'éducation et la casse des services publics. Bref le démantèlement du tissu social.

Cette régression organisée, voulue, ce recul de société, nous ramène un siècle et plus en arrière. Il engendre bien évidemment un mécontentement profond qui s'est donc exprimé avec force dans l'abstention et dans les luttes.

Les luttes d'abord, on les cite dans nos écrits du moins celles dont nous avons connaissance car les médias sont discrets sur le sujet. Elles sont pourtant très nombreuses, touchent tous les secteurs de l'économie et sont souvent porteuses de succès. On peut remarquer que la période électorale n'a cette fois pas été la traditionnelle période de trêve sociale. Ces luttes ne demandent qu'à s'amplifier, qu'à s'organiser pour peu que les dirigeants des confédérations en aient la volonté politique. Mais là c'est une autre paire de manches surtout après avoir rencontré le gouvernement :

- Berger de la CFDT, après avoir porté la loi travail trouve « qu'il y a un espace pour discuter avec le gouvernement » mais attention, il menace « s'il y a des désaccords profonds »... il ajoute, « nous le dirons » !

- Mailly reste indécis et prudent, fort de l'expérience de l'an passé et de la poussée des adhérents et des militants FO dans les entreprises contre la loi travail.

- la CGT dénonce le plan de casse du code du travail et la politique de Macron. Elle appelle à la mobilisation. Des rassemblements ont été organisés partout en France ce mardi 27. Ces rassemblements initiés par la CGT et auxquels se sont joints FO, Solidaires, FSU, UNEF, UNL sont marqués par un succès en regard des conditions de mobilisation. C'est la voie à suivre. L'appel à une journée de grève le 12 septembre marque cette volonté de stopper le gouvernement dans son agression. C'est le rôle des organisations syndicales de fédérer les luttes, de les organiser et de refuser toute régression

sociale plutôt que de discuter. Notons un élément nouveau avec la constitution d'un "front social" comme il se nomme autour de cette mouvance qui a créé "Nuit Debout". C'est une nouvelle manipulation qui vise essentiellement à écarter les organisations syndicales, surtout la CGT de la maîtrise d'un mouvement que nous voulons puissant.

Sur l'emploi toujours, Michelin annonce 1500 suppressions d'emplois en France et 500 aux USA. Un des buts annoncés par la direction est entre autres , je cite, « de récompenser les actionnaires pour leur fidélité ».

Enfin sur le mouvement des GM et S et la détermination des salariés : malgré les manœuvres du pouvoir pour les diviser, les épuiser, ils ne sont pas dupes et continuent à refuser la quasi disparition de l'entreprise annoncée avec la suppression de 157 emplois sur 277 aujourd'hui. Tout justifie le maintien et le développement de cette entreprise. Et là, le gouvernement actionnaire de Peugeot et de Renault peut stopper la liquidation de GM et S. Mais au contraire Macron déclarant ne pas être le père Noël avoue de fait sa soumission à ceux qui décident et à qui il obéit.

4 Après ces rassemblements de mardi il est évident que la riposte n'est pas encore à la hauteur. Et COMMUNISTES, parti politique, a son rôle à jouer dans les appels et le soutien à cette mobilisation. C'est en débattant avec les travailleurs, les privés d'emploi, les jeunes que nous jouerons ce rôle. Répétons-le et faisons-le partager aux salariés, face à ce gouvernement qui s'attaque au peuple et à ses acquis sociaux, seule la lutte organisée, déterminée peut stopper cette machine infernale mise en place depuis des décennies et qui lamine notre pays.

La France a des ressources techniques, industrielles, financières, culturelles, des ressources naturelles et une histoire sociale riche. Notre parti révolutionnaire est **Le** parti qui croit en ses atouts et qui porte une perspective politique claire en montrant le fond des choses et en désignant le capitalisme comme seul responsable de la situation. Le titre de notre brochure situe à lui seul notre démarche politique : abattre le capitalisme, construire le socialisme.

Les élections, les résultats.

C'est bien sûr l'abstention record qui est la caractéristique de ce

scrutin et surtout les 57,4 % au deuxième tour des législatives. Les députés de tous les partis sont élus avec moins de 25 % des inscrits. C'est évidemment avant tout l'expression d'un rejet des politiques menées depuis plus de 40 ans, des promesses sans lendemain et l'absence d'un avenir. Ces résultats font de Macron et des députés des élus minoritaires. Sans s'embarquer dans un débat sur leur légitimité, puisqu'ils sont élus, il faut dénoncer l'ensemble de ce processus électoral qui est antidémocratique.

Le résultat est là, Macron président détient un pouvoir quasi absolu avec 24 % des exprimés soit 15 % des électeurs inscrits. Avec lui les députés de la majorité sont élus avec 13,4 millions de voix sur 48 millions d'inscrits. Deux ouvriers sur trois, deux jeunes sur trois de moins de 35 ans n'ont pas voté, l'abstention dans les quartiers populaires est montée jusqu'à 75 %. Adressons-nous à ces abstentionnistes, allons à leur rencontre et on pense surtout aux jeunes à qui nous pouvons présenter autre chose que le vide d'avenir devant lequel ils se trouvent. La majorité des électeurs n'attendait rien de ces élections, et surtout une majorité est dans l'attente d'une perspective nouvelle. Cette perspective, nos candidats l'ont portée dans la présidentielle et dans les législatives. Le bilan démontre que nous avons eu raison de présenter des candidats. Nous avons l'objectif de nous faire connaître en portant cette perspective politique qui rejette le système capitaliste et aussi bien sûr de renforcer notre parti avec notre présence sur le terrain. Certes nous n'avons pas des candidats en nombre suffisant faute de moyens. Les scores de nos candidats ont aussi souffert de l'abstention mais l'implication de nos camarades dans la campagne, nos rencontres avec la population ont été positives. Dans les discussions nos arguments, notre analyse de la situation suscitent de l'intérêt. Nous sommes le seul parti à répondre sur le fond aux questions. L'espace politique qui s'ouvre est immense, nécessitant et justifiant la présence d'un parti révolutionnaire dans cet espace, d'autant plus que la recomposition politique en cours rebat les cartes dans tous les partis et les discrédite un peu plus :

- le PS de division en division a quasiment disparu en laissant voir sa vraie nature de parti social démocrate au service du seul capital ;
- la droite tout autant divisée dans une guerre de chefs et de stratégie se repositionne face ou avec le mouvement de Macron. D'ailleurs 68 % des électeurs de droite sont d'accord avec Macron.

- le FN a surtout joué son rôle de repoussoir aux deuxièmes tours des élections, mais il reste une solution pour le capital en cas de besoin.
- Mélenchon promu par les médias à la présidentielle reste avec ce parti fourre-tout qui crée les illusions d'un parti de contestation voire de changement.
- quant au PCF, divisé par ses stratégies électorales, notamment autour de Mélenchon, il ne doit sa survie provisoire qu'aux circonstances. Sur le fond sa conversion en parti social démocrate acceptant un "capitalisme plus humain" le conduit à une disparition quasi programmée par ses dirigeants.
- En Marche, qui a perdu des voix entre la présidentielle et les législatives, apparaît de plus en plus pour ce qu'il est, lui aussi un parti fourre-tout qui va poursuivre la même politique que ses prédécesseurs.

5 Une situation politique qui apparaît comme compliquée pour la population. La question essentielle de l'existence même du capitalisme, de ses effets dévastateurs contre l'intérêt du peuple n'étant jamais posée par les autres partis. Notre rôle pour montrer la réalité de ce qu'est le capital est donc primordial.

Les jours, les semaines qui viennent vont être déterminants. Nous l'avons dit, Macron et son parlement godillot va précipiter les décisions. Elles vont frapper durement et rapidement la grande majorité de la population. C'est son contrat de travail qui l'exige. Le seul obstacle qu'il craint avec ses employeurs sont des luttes puissantes, organisées déterminées. Et après ces élections tout montre qu'il y a une réceptivité à écouter un autre discours. Jamais les inégalités dans l'histoire contemporaine de notre pays n'ont été aussi grandes. En France 21 milliardaires possèdent autant que 40 % de la population la plus pauvre. Et dans le monde, 8 hommes ont, eux, autant avec leurs 460 milliards de dollars que 3,6 milliards d'hommes de femmes et d'enfants les plus pauvres de la planète. Les 100 plus grosses sociétés capitalistes dans le monde valent 17500 milliards de dollars (+ 12 % en un an), autant que le PIB des USA. Elles ont distribué 720 milliards de dollars aux actionnaires.

Notre présence auprès de ceux qui luttent et qui souffrent est importante. Nous avons des explications à donner, un autre éclairage, une perspective totalement différente à apporter. Certes nos moyens sont limités mais nous avons des forces, les campagnes électorales l'ont prouvé. Notre parti a une assise dans de nombreux départements. Ces militants, ces adhérents ces sympathisants sont notre richesse. Dès maintenant et dans les jours qui viennent organisons des réunions très larges pour faire le point sur la situation politique et sociale et sur la suite à donner. Notre présence aux élections avait un but, nous renforcer. C'est vraiment le moment de prendre la question du renforcement à bras le corps. Nos rencontres pendant cette campagne, les discussions que nous avons doivent trouver un prolongement. Parti révolutionnaire, ce que nous sommes, ce que nous voulons n'a pas d'égal politique dans notre pays. Faisons-le savoir.

Avec le renforcement, la question financière est à l'ordre du jour d'autant plus que nous avons présenté des candidats à la présidentielle et aux législatives. Cela a un coût élevé. Le système du financement des partis politiques n'est monté que pour servir les partis du capital représentant ses intérêts. Nous n'avons, nous, que nos adhérents, nos sympathisants pour faire vivre notre parti. Là encore tout dépend de nous, élargissons nos interventions, c'est la possibilité de nous donner les moyens financiers de notre politique à travers la souscription. En sollicitant notre entourage en organisant des initiatives financières et en posant le problème de fond, celui de notre nécessaire présence politique. Nous savons que la période est dure, nous connaissons les difficultés de nombreux camarades et de la population. C'est donc en élargissant et en multipliant notre activité financière au-delà de nos rangs que nous avancerons.

Le renforcement, les finances, la formation de nos adhérents sont les bases de l'activité de notre parti. La période qui s'ouvre ne connaîtra pas de trêve estivale sur les plans économique social et politique. Au contraire. Alors mettons cette activité à profit pour affirmer notre présence et faire grandir notre parti.

Cet après midi Michel Gruselle nous présentera des propositions pour le contenu et l'organisation de la journée du 18 novembre où nous commémorerons le centenaire de la révolution d'octobre 1917.